

BANGLADESH

FACE À L'AUTORITARISME, LES DROITS DE L'HOMME EN PÉRIL

— RAPPORT —

X X X X X X X X Y X X X X

— AVRIL 2017 —



[BGD]



CARTE D'IDENTITÉ DU BANGLADESH [BGD]	
Nom officiel	République Populaire du Bangladesh — Pays jeune (1971)
Nature du régime	République parlementaire
Superficie	147 570 km ²
Population	161 millions (2015, BANQUE MONDIALE) 8 ^e pays le plus peuplé du monde
Densité	1 237 habitants / km ² (2015, BANQUE MONDIALE)
Capitale	Dacca (environ 14 millions d'habitants)
Croissance démographique	1,2 % (2015, BANQUE MONDIALE)
Taux d'alphabétisation	61,5 % (2015)
Religion(s)	Islam sunnite, de rite hanafite (89,7 %), hindouisme (9,2 %). Présence faible d'animistes, de chrétiens, de bouddhistes. L'islam est religion d'État.
Composantes ethnico-socio-religieuses	Le Bangladesh compte une palette de près de 50 ethnies (Ahmadis, Barua, Biharis, Charma, Rohingyas, Santals...)
Indice de développement humain	0,558 — 142 ^e position sur 187 pays (2015)
Économie	Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB : agriculture > 16 %, industrie > 30,4 %, services > 53,6 % Système de l'emploi informel très présent et corruption prévalente

SOMMAIRE

— introduction	p. 10
— chapitre 1	p. 14
Situation politique au Bangladesh • Un règne sans partage de la Ligue Awami	
— chapitre 2	p. 20
L'engagement associatif au Bangladesh • Un vecteur de persécution systématique	
<ul style="list-style-type: none"> > Des associations bangladaises sous surveillance rapprochée > La loi sur l'enregistrement et le financement extérieur des ONG : un nouvel outil de musèlement et d'insécurité juridique pour les associations de la société civile > Le cas particulier des défenseurs des droits de l'Homme 	
— chapitre 3	p. 26
Torture et prévalence de l'impunité • Des tortionnaires au-dessus des lois	
<ul style="list-style-type: none"> > Remarques préliminaires : torture et mauvais traitements > Contexte > Torture : positionnement international et législation interne > Analyse de la loi sur la prévention de la torture et les décès en détention (<i>Torture and Custodial Death (Prevention) Act, 2013</i>) > Tortionnaires, lieux de torture et conditions de détention > Pratiques judiciaires > Droit à un recours, sanctions et réparations > Prévalence de l'impunité 	
— chapitre 4	p. 44
Peine de mort • Quand peine capitale rime avec justice pénale...	
<ul style="list-style-type: none"> > Contexte > Positionnement international, législation interne et pratiques judiciaires > Quelques statistiques sur la peine capitale au Bangladesh 	

— chapitre 5

Disparitions forcées ·

Un phénomène nié par les autorités bangladaises

- › Remarques préliminaires
- › Contexte
- › Droit applicable et déni des autorités
- › Témoignage d'une sœur de victime de disparitions forcées

p. 52

— chapitre 6

Orientation sexuelle et identité de genre (LGBT)⁵ ·

Une communauté fragile, en plein désarroi

- › Contexte
- › Positionnement international, législation interne et pratiques judiciaires
- › Boys of Bangladeshi (BoB), une plateforme informelle qui tente de survivre
- › Implications du contexte politique, juridique et social sur la communauté LGBT

p. 58

— chapitre 7

Liberté d'expression et autocensure au Bangladesh ·

Un musèlement par la peur

- › Contexte
- › Un recours croissant à une mesure de protection : l'auto-censure
- › La loi sur l'information et les technologies de la communication
(*Information and Communication Technology Act, 2009*)

p. 64

— conclusion



p. 68

— annexes, bibliographie et revue de presse

Annexe 1 › Tableaux et encadrés

Annexe 2 › Chronologie de l'histoire contemporaine du Bangladesh

Annexe 3 › Tableau des ratifications des principaux textes internationaux relatifs à la protection des droits de l'Homme par le Bangladesh

Annexe 4 › Liste des personnes rencontrées (Paris, Dacca, Genève)

p. 70



5 — LGBT : acronyme pour Lesbiennes, Gays, Bisexuels et Transsexuels. On y ajoute également les personnes intersexuées (LGBTI).

INTRODUCTION

X X X X Y X X X X X X X X

Pays delta qui compte 700 fleuves ou rivières, le Bangladesh ne fait la une des journaux français et internationaux que dans les cas d'occurrence de catastrophes humanitaires (cyclones, inondations, glissements de terrains) ou d'attentats terroristes, à l'instar de celui qui a frappé Dacca, la capitale bangladaise, le 1er juillet 2016, et qui a conduit à l'exécution de 20 otages étrangers. Si ce pays enclavé, qui partage 4 000 kilomètres de frontières communes avec l'Inde – dont 80 % sont constitués par un mur séparant les deux États, le plus long mur du monde – semble davantage traité par les médias anglo-saxons, il est clair qu'il n'est pas la priorité politique et diplomatique des grandes diplomaties de la planète. Pourtant, dans notre monde globalisé, les enjeux qui s'y jouent, sur le plan politique, sécuritaire, humanitaire et environnemental, n'en demeurent pas moins majeurs sur le plan national, régional voire international.

Le Bangladesh constitue tout d'abord – et bien malgré lui – un véritable laboratoire sur les questions environnementales. Ce jeune pays, né en 1971 à la suite d'une guerre fratricide avec le Pakistan, se veut aujourd'hui le chantre des pays les moins avancés et les plus menacés par le réchauffement climatique. Car le défi à relever par ce pays est de taille : chaque année, 30 % à 70 % du territoire se trouvent sous les eaux⁶, et le pays risque de perdre 25 % de son territoire d'ici 2050. Le Bangladesh demeure donc l'un des pays les plus fragilisés par les changements climatiques globaux.

Cet enjeu climatique fragilise d'autant plus cet État sur le plan démographique. Huitième pays le plus peuplé de la planète avec plus de 160 millions d'habitants et un taux d'accroissement de la population de 1,6 % par an, le pays doit déjà faire face à une des densités les plus fortes au monde (soit 1 237 habitants au km²). Cette donne climatique est de nature à exacerber l'exode vers les villes sises au Nord du « delta » bangladais, et à précariser des populations sans terre dans les faubourgs des grandes villes du pays. Ce mouvement de population dû aux changements climatiques constitue également un terreau additionnel favorable à l'émergence de conflits autour de la propriété foncière.

Si certains indicateurs économiques du Bangladesh sont encourageants (notamment la baisse de la mortalité infantile, la hausse du taux de scolarisation des jeunes filles au niveau de l'enseignement primaire), les indicateurs politiques et la donne sécuritaire sont quant à eux extrêmement inquiétants, en particulier depuis les dernières élections de janvier 2014.

La presse bangladaise se fait régulièrement l'écho de violences électorales⁷. En 2015, trois élections municipales ont eu lieu. Elles ont été le théâtre de larges fraudes (allégations de bourrage d'urnes). D'autres élections locales ont eu lieu en mars 2016. Elles ont été extrêmement violentes (17 morts en trois jours), avec des allégations selon lesquelles le parti au pouvoir aurait littéralement mis en vente les nominations pour les sièges à pourvoir⁸. Aujourd'hui, et plus que jamais, la Ligue Awami règne en maître sur

SITUATION POLITIQUE AU BANGLADESH

X X X X Y X X X X X X X X

UN RÈGNE
SANS PARTAGE
DE LA LIGUE AWAMI

introduction —

Dacca. Décembre 2016. Déambulations dans un CNG¹⁴ dans les rues très encombrées de la capitale bangladaise. Une pollution sonore et atmosphérique qui n'a rien à envier à d'autres mégapoles. Et une signalisation qui m'a ramené vingt ans en arrière, en 1998, alors que j'étais étudiant-chercheur à l'Institut français des études arabes de Damas (IFEAD). Un culte de la personnalité de Sheikh Hasina, présente sur un panneau sur deux – soit seule, soit accompagnée par son père, Père fondateur de l'État bangladais, Sheikh Mujibur Rahman (1920-1975) – dans les grandes artères de Dacca. Un culte de la personnalité qui m'a rappelé très fortement celui d'Hafez al-Assad et de ses fils Basel et Bachar à Damas ou celui d'Ilham Aliyev à Bakou.

une démocratie en trompe-l'œil —

Si, sur le plan théorique, le Bangladesh est une démocratie parlementaire, dotée d'un parlement monocaméral de 350 représentants (dont 50 sièges réservés aux femmes), l'exercice du pouvoir est très fortement concentré entre les mains du Premier ministre, Sheikh Hasina Wajed, à la tête du pays depuis janvier 2009. Depuis 1990, deux partis principaux, le *Bangladesh Nationalist Party* (BNP) et l'*Awami League*/Ligue Awami (AL/LA), se succèdent au pouvoir (gouvernements BNP en 1991-1996, AL en 1996-2001, BNP jusqu'en janvier 2007, AL depuis janvier 2009). Les dernières élections législatives, le 5 janvier 2014, ont été remportées par la Ligue Awami. Mais depuis sa création en 1971, le pays a connu 5 coups d'État.

Il est aujourd'hui difficile de parler de citoyenneté effective au Bangladesh, pour quatre raisons principales :

— La majeure partie des Bangladais résidant dans leur pays, *a fortiori* pour les groupes le plus pauvres et les plus marginaux, sont confrontés à un double défi en matière de citoyenneté : celui de la citoyenneté «verticale», à savoir l'enjeu des relations entre la société et l'État et la distance qui les sépare, et la question de la citoyenneté «horizontale», *i.e.* les relations que les différents groupes au sein d'une même société entretiennent entre eux. Or cette double dimension de la citoyenneté est fonction, plus que jamais, des relations clientélistes et d'allégeances politiques et économiques, ainsi que de la surface financière de la personne.

— La pratique des grèves générales (*hartal*) est aujourd'hui pour le moins très encadrée par le parti au pouvoir, voire comporte des risques croissants de répression pour les organisateurs, que ces manifestations soient organisées à Dacca ou dans d'autres

villes du pays. Plusieurs interlocuteurs rencontrés durant la mission d'enquête menée à Dacca en décembre 2016 ont mentionné le fait que ces *hartals* étaient de plus en plus rarement organisés, ou de façon plus brève (quelques heures avec une dispersion rapide des manifestants). Aujourd'hui, les ligues étudiantes ne constituent plus le fer de lance unique de ces *hartals* qui deviennent rares. À titre d'exemple, un *hartal* d'une demi-journée a été organisé le 25 janvier 2017 pour protester contre l'implantation d'une centrale électrique dans la région de Khulna, dans le sous-district de Rampal (*Rampal Power Plant*). Cette grève avait été organisée par le Comité national de protection du pétrole, du gaz, des ressources minérales et des ports (mouvement non partisan).

— **Le BNP, du fait de la position hégémonique de la ligue Awami sur l'échiquier politique bangladais, n'est plus en mesure de jouer un rôle réel d'opposition.** Selon plusieurs interlocuteurs locaux rencontrés lors de la mission

d'enquête menée à Dacca en décembre 2016, les membres du BNP ont beaucoup de difficultés, du fait de la surveillance des services de sécurité, à se réunir, et beaucoup sont de ce fait entrés en clandestinité. Le fait de ne pas avoir accepté de participer aux élections de 2014 a été, selon certains analystes locaux, un suicide politique, alors que ce parti aurait pu bénéficier de 30 % des voix environ. En outre, il semble que le BNP n'ait pas à ce jour de réelle vision politique stratégique susceptible de contrer le pouvoir sans partage de la Ligue Awami. Le parti semble traversé par deux tendances : celle qui souhaite conserver une alliance avec le *Jamaat-e-Islami*, et celle qui rejette catégoriquement cette option dans le cadre des nouvelles élections prévues, en théorie, pour 2019.

— **Le parti au pouvoir a réussi graduellement à phagocyter les contre-pouvoirs qui auraient pu exister au-delà d'une présence de façade.** Un certain nombre de lois (cf. infra sous-chapitre sur le financement extérieur des ONG, chapitres sur la torture et sur la liberté d'expression), outre le fait qu'elles ne protègent pas réellement les justiciables de violations qui sont légions, entérine *de jure* la protection de certaines forces de l'ordre et de sécurité dans l'exercice de leur fonction. De même, la Commission nationale des droits de l'Homme (*National Human Rights Commission*, JAMAKON), mise en place en 2010, n'a pas, dans les faits, le mandat de mener directement des enquêtes sur les violations des droits de l'Homme pour lesquelles elle serait saisie concernant les membres de ces forces. La loi de 2009 établissant cette Commission ne définit pas ce que recouvre la dénomination «d'agents du gouvernement», un élément de nature à consacrer l'impunité d'un certain nombre de représentants de l'État pourtant

« THERE IS NO MORE POLITICAL
OPPOSITION IN THE COUNTRY. »
« IL N'Y A PLUS D'OPPOSITION
POLITIQUE DANS LE PAYS. »

CITATION D'UN MEMBRE
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE BANGLADAISE

suspectés de violations de droits fondamentaux. Une nouvelle équipe en charge de diriger cette Commission nationale est en place depuis le mois de juin 2016, et deux nouveaux bureaux de cette Commission ont ouvert au mois d'octobre 2016 (à Khulna et à Rangamati).

Ces différents exemples, emblématiques, tendent à démontrer que les contre-pouvoirs potentiels (organes de contrôle du pouvoir, institutions en théorie indépendantes) sont devenus, soit par le truchement de développements juridiques (lois) ou du clientélisme politique très fort au Bangladesh, l'otage du parti au pouvoir.

La scène politique bangladaise semble davantage marquée, tant au niveau central qu'au niveau local, par les rivalités de personnalités au sein même de la ligue Awami, dans le cadre de l'obtention de postes politiques au niveau local. C'est cette configuration qui a

été à l'origine, le 26 février 2017, de la mort d'un jeune homme âgé de 17 ans, lors d'un affrontement entre deux représentants locaux de la Ligue Awami lors de la campagne pré-électorale dans le sous-district d'Osmani Nagar (région de Sylhet)¹⁵.

Cette position hégémonique pourrait cependant souffrir d'un facteur de fragilité : Les représentants de la Ligue Awami soufflent clairement le chaud et le froid en direction de l'islam politique, la *Jamaat-e-Islami*¹⁶ en tête, et avec d'autres groupuscules plus ou moins en lien avec la nébuleuse islamiste. La ligue Awami semble tenir jusqu'à présent un équilibre fragile, avec un discours qui se veut laïc, sur la base du 15^e amendement à la Constitution, adopté en 2011 qui réaffirme le sécularisme comme un des principes fondamentaux de la politique gouvernementale¹⁷.

Pour de nombreux interlocuteurs locaux rencontrés à Dacca, la politique n'est plus entre les mains des politiques. Les frontières entre les intérêts politiques et économiques sont plus que jamais brouillées. En 1971, 17% des parlementaires bangladais avaient comme activité principale une activité commerciale.

« NATIONAL INSTITUTIONS ARE
CAPTURED BY THE POLITICAL
POWER TO PROMOTE ITS
AGENDA. THEY ARE NOT ACTING
AS GUARDIANS OF PROTECTION
OF FUNDAMENTAL RIGHTS ».
« LES INSTITUTIONS NATIONALES
SONT L'OTAGE DU POUVOIR
POLITIQUE DANS LE BUT DE
PROMOUVOIR SON AGENDA.
ELLES N'AGISSENT PAS
COMME LES GARANTS
DE LA PROTECTION DES DROITS
FONDAMENTAUX ».

CITATION DU DIRECTEUR EXÉCUTIF D'UNE ONG
BANGLADAISE

Ils sont plus de 60% dans ce cas aujourd'hui¹⁸. En outre, les nombreuses rencontres tenues à Dacca en décembre 2016 ont montré que les leviers politiques ou économiques internationaux, pour faire respecter un État de droit digne de ce nom, étaient peu nombreux. Il faut rappeler, à titre d'exemple, que le Bangladesh utilise politiquement le fait qu'il représente le quatrième contributeur de troupes civiles et militaires aux opérations de maintien de la paix (OMP) des Nations unies, derrière l'Éthiopie, l'Inde et le Pakistan¹⁹.

Dans cette perspective, l'année 2017 sera probablement une année décisive pour la politique intérieure bangladaise. Elle sera celle de la mise en place de la Commission électorale, avec l'organisation, amorcée fin 2016 par le Président du Bangladesh, M. Abdul Hamid, de consultations bilatérales avec les différents partis politiques. Les principaux partis ont également initié à la fin de l'année 2016 (à l'instar du BNP dans les districts de Sylhet et de Chittagong) des consultations locales. Un langage qui se veut réassurant de la part de la Ligue Awami vis-à-vis de ses partenaires européens et internationaux, avec la volonté « déclarée » de Sheikh Hasina de travailler à la mise en place d'un dialogue national pour que cette prochaine échéance électorale se passe le mieux possible.

Cette année de dialogue risque d'être particulièrement difficile du fait de changements drastiques et opportunistes du positionnement des acteurs politiques et de l'absence totale de communication entre le BNP et l'AL, de nature à rendre tout projet collectif d'institutions politiques légitimes et reconnues par tous extrêmement précaire. En amont des élections de 2014, le BNP défendait la proposition de mise en place d'un gouvernement intérimaire, alors que la Ligue Awami y était catégoriquement opposée²⁰.

conclusion —

Malgré ces discours réassurants de la part de Sheikh Hasina qui appelle de ses vœux, dans la presse bangladaise, des élections « justes et neutres », personne ne saurait être dupe. Le parti au pouvoir n'acceptera pas des élections justes et équitables. En 2015, trois élections municipales ont eu lieu et ont été le théâtre de larges fraudes (bourrage d'urnes). D'autres élections locales ont eu lieu en mars 2016. Elles ont été extrêmement violentes (17 morts en trois jours), et le parti au pouvoir a littéralement mis en vente les nominations pour les sièges à pourvoir²¹. C'est donc une Ligue Awami, plus confiante que jamais, qui va aborder l'échéance électorale à venir en 2018 ou 2019. Et avec ces élections, les groupes les plus vulnérables, en particulier les minorités, vont être plus encore laissés pour compte. **Ces minorités, sur le plan du poids électoral, ne représentent aujourd'hui que 6 à 7% de l'ensemble du corps électoral bangladais (elles**

représentaient 22% du corps électoral en 1971, et près de 30% en 1947)²². Un facteur d'isolement croissant favorisant l'impunité pour des exactions dont ces minorités seraient la cible.

14 — Rickshaw fonctionnant avec un moteur au gaz naturel comprimé (*Compressed Natural Gas*, CNG).

15 — *Daily Star*, 26 février 2017, [HTTP://WWW.THEDAILYSTAR.NET/COUNTRY/BOY-KILLED-SYLHET-PRE-POLLS-VIOLENCE-1387542](http://www.thedailystar.net/country/boy-killed-sylhet-pre-polls-violence-1387542).

16 — Pour de plus amples informations sur le *Jamaat-e-Islami*, se référer à leur site internet, [HTTP://WWW.JAMAAT-E-ISLAMI.ORG/EN/CATEGORY.PHP?CID=7](http://www.jamaat-e-islami.org/en/category.php?cid=7)

17 — Cet amendement vient clairement en contradiction de l'article 2A de la Constitution du Bangladesh qui stipule de l'Islam est la religion de l'État, cf. Constitution du Bangladesh, [HTTP://BDLAWS.MINLAW.GOV.BD/SECTIONS_DETAIL.PHP?ID=367&SECTIONS_ID=24549](http://bdlaws.minlaw.gov.bd/sections_detail.php?id=367§ions_id=24549)

18 — Entretien avec le Directeur exécutif d'une ONG bangladaise de la société civile, Dacca, décembre 2016.

19 — Contribution du Bangladesh aux opérations de maintien de la paix des Nations unies : 6772 militaires et civils, en août 2016. Pour de plus amples renseignements, se référer au site, [HTTP://WWW.UN.ORG/EN/PEACEKEEPING/CONTRIBUTORS/2016/AUG16_1.PDF](http://www.un.org/en/peacekeeping/contributors/2016/aug16_1.pdf)

20 — Paradoxalement, c'est la Ligue Awami qui s'était battue, en 1996, pour que la disposition du gouvernement intérimaire neutre, organisant chaque élection générale, soit inscrite dans la Constitution. Cette disposition a été supprimée après les élections de décembre 2008.

21 — Entretien avec un avocat qui a préféré, pour des questions de sécurité, garder l'anonymat (Dacca, décembre 2016). Durant ces élections, la Ligue Awami a également modifié les circonscriptions électorales en sa faveur.

22 — En moyenne, on estime que, par jour, en moyenne, 630 personnes appartenant aux minorités ethniques et religieuses quittent le Bangladesh.

L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF AU BANGLADESH

X X X X Y X X X X X X X X

UN VECTEUR
DE PERSÉCUTION
SYSTÉMATIQUE ?

introduction —

« IN BANGLADESH, EVERY NGO IS UNDER THE THREAT OF PERSECUTION ».

« AU BANGLADESH, CHAQUE ONG PEUT FAIRE L'OBJET DE PERSÉCUTION ».

CITATION DE MME SULTANA KAMAL, ANCIENNE DIRECTRICE EXÉCUTIVE DE L'ONG AIN O SALISH KENDRA (ASK), PRÉSIDENTE DE L'ONG TRANSPARENCY INTERNATIONAL BANGLADESH (TIB) ET DE LA PLATEFORME INFORMELLE CENTRE FOR SOCIAL ACTION (CSA)

La société civile bangladaise se caractérise par un engagement social historique, qui précède l'existence de l'État bangladais. Ces associations sont extrêmement nombreuses et tentent de remplir le vide laissé par les autorités centrales ou locales sur le plan de l'accès à certains services de base, en particulier pour les populations les plus marginalisées. Malgré cette vivacité des associations, le gouvernement bangladais ne reconnaît pas véritablement la contribution et la plus-value des organisations de la société civile dans le paysage politique, social, économique et culturel bangladais. Or, la loi sur les financements étrangers des ONG (*Foreign Donations (Voluntary Activities) Act*, cf. *infra*) vient confirmer cette analyse.

des associations bangladaises sous surveillance rapprochée —

Durant la mission d'enquête menée à Dacca en décembre 2016, plusieurs interlocuteurs locaux sont revenus sur le sentiment ambiant d'intimidations, de craintes, au sein du mouvement associatif, tant les réactions des autorités et de leur bras armé (à savoir les représentants des forces de l'ordre et de sécurité) sont imprévisibles. Ces menaces à l'encontre des associations et de leurs représentants peuvent prendre la forme de harcèlement administratif : en effet, le Bureau en charge des ONGs, placé sous la houlette du Cabinet de la Premier ministre, tend à multiplier les obstacles quant à la réception de financements étrangers. Ce bureau transmet parfois une longue liste de questions intrusives sur les membres du Conseil d'administration des ONG, signe que les autorités gardent un œil sur les activités de ces associations. Les ONG oeuvrant au niveau des sous-districts (*upazilla*) doivent obtenir les autorisations nécessaires au niveau du Bureau des ONG à Dacca, mais également celles en charge au niveau du district (du *District Commissioner*) et du sous-district (du *Sub-District Commissioner*), donc sur trois niveaux, ce qui est de nature à accroître les risques d'insécurité juridique du fait de la

X X X X X X X X X X X X X X X



avec le soutien du Fonds de dotation Betto Seraglini